

Liste des sigles

ABE	Autorité bancaire européenne
AEA	American Economic Association (association américaine d'économie)
AEDH	Association européenne pour la défense des droits de l'Homme
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAK	Chambre fédérale autrichienne du travail (Bundesarbeitskammer)
BCE	Banque centrale européenne
BEI	Banque européenne d'investissement
CCE	Commission des Communautés européennes
CDU-CSU	Union chrétienne-démocrate et Union chrétienne-sociale
CE	Commission européenne
CE	Crédit d'engagements
CEDS	Comité européen des droits sociaux
CEE	Communauté économique européenne
CEEP	Centre européen des entreprises à participation publique
CEF	Comité économique et financier
CEO	Corporate Europe Observatory
CERS	Comité européen du risque systémique
CES	Confédération européenne des syndicats
CESE	Comité économique et social européen
CFP	Cadre financier pluriannuel
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CNE	Centrale nationale des employés
CP	Crédit de paiements
CPE	Comité de politique économique
CPS	Comité de la protection sociale
CSR	Recommandations spécifiques par pays (Country-specific Recommendations)
DG	Direction générale
DG ECFIN	Direction générale Affaires économiques et financières
DG Emploi	Direction générale Emploi, Affaires sociales et Inclusion
DIW	Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung
EAC	Examen annuel de la croissance
EAPN	Réseau européen de lutte contre la pauvreté

	(European Anti-Poverty Network)
EaSI	Programme financier pour l'emploi et l'innovation sociale
ECOFIN	Conseil Économie-Finances de l'Union européenne
EIGE	Institut européen d'égalité entre les hommes et les femmes
EMCO	Comité Emploi, Affaires sociales et Inclusion
EPSCO	Conseil Emploi, Politique sociale, Santé et Consommateurs
ESDE	Employment and Social Developments in Europe
ETUI	Institut syndical européen (European Trade Union Institute)
FEI	Fonds européen d'investissement
FEM	Fonds européen d'ajustement à la mondialisation
FERM	Fonds européen pour le revenu minimum
FESF	Fonds européen de stabilité financière
FETHC	Fédération européenne du textile, de l'habillement et du cuir
FMI	Fonds monétaire international
FN	Front national
FPÖ	Parti libéral autrichien (Freiheitliche Partei Österreichs)
FRA	Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
FSE	Fonds social européen
GOPE	Grandes orientations de politique économique
HTW	Hochschule für Technik und Wirtschaft
ICC	Instrument de convergence et de compétitivité
JO	Journal officiel
LDH	Ligue des droits de l'Homme
LEF	Lobby européen des femmes
LLL	Lifelong learning
MES	Mécanisme européen de stabilité
MISSOC	Système d'information mutuelle sur la protection sociale (Mutual Information System on Social Protection)
MOC	Méthode ouverte de coordination
MoU	Memorandum of Understanding (pays sous assistance financière européenne)
MSU	Mécanisme de surveillance unique
NEET	Personnes qui ne sont pas dans l'emploi, l'éducation ou la formation (Not in Education, Employment or Training)
OCA	Optimum currency area/Zone monétaire optimale (ZMO)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ÖGB	Österreichischer Gewerkschaftsbund (Confédération autrichienne des syndicats)
OIT	Organisation internationale du travail
OMT	Outright Monetary Transactions/Opérations monétaires sur titres
ONG	Organisation non gouvernementale

ONU	Organisation des Nations Unies
OSE	Observatoire social européen
PAN	Plans d'action nationaux
PDE	Procédure de déséquilibre excessif
PDM	Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques
PE	Parlement européen
PIB	Produit intérieur brut
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PNR	Programme national de réforme
PPE-DE	Parti populaire européen et des Démocrates européens
PSC	Pacte de stabilité et de croissance
PSC	Programme de stabilité et de convergence
R&D	Recherche et développement
RMG	Revenu minimum garanti
RMGE	Revenu minimum garanti européen
SEE	Stratégie européenne pour l'emploi
SIEG	Services d'intérêt économique général
SPD	Parti social-démocrate d'Allemagne
SPE	Services publics de l'emploi
SPPM	Moniteur des performances en matière de protection sociale (Social Protection Performance Monitor)
TEPA	Loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
TIN	Numéro d'identification fiscal (Taxpayer Identification Number)
TSCG	Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance
TTF	Taxe sur les transactions financières
TTIP	Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (Transatlantic Trade and Investment Partnership)
TUE	Traité sur l'Union européenne
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEM	Union économique et monétaire
UKIP	Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni
UNICE	Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe
USE	Union sociale européenne
WAVE	Women against Violence Europe

Liste des auteurs

Cécile Barbier est politologue, chargée de recherches à l'Observatoire social européen (OSE). Depuis 1992, elle y suit les débats institutionnels et les conséquences sociales de l'intégration européenne du point de vue de la citoyenneté (révision des traités européens, politiques d'asile et d'immigration). Elle se spécialise dans l'analyse de la gouvernance économique de l'UE et des questions de légitimité démocratique soulevées par ce nouveau cadre, notamment le rôle, encore contesté, qu'y joue la Banque centrale européenne dans la limitation de la crise de l'euro. Elle est également en charge du « Digest international » de la Revue belge de Sécurité sociale (RBSS).

Denis Bouget est professeur émérite à l'Université de Nantes (France), chercheur associé à l'Institut syndical européen (ETUI) et conseiller scientifique auprès de l'Observatoire social européen (OSE) de Bruxelles. Il a principalement analysé les soins de longue durée aux personnes âgées et fragilisées, ainsi que la pauvreté, l'exclusion sociale, le salaire minimum et la comparaison entre systèmes de protection sociale. Il a été directeur de la Maison des sciences de l'Homme (MSH) de Nantes (1999-2005) et coordinateur général du réseau d'excellence FP6 RECOWO (Réconciliation de l'emploi et de la protection sociale en Europe, 2006-2011).

Stefan Clauwaert a obtenu une maîtrise en droit social à l'Université de Gand (Belgique). Il est chercheur senior à l'Institut syndical européen (ETUI) depuis 1995. Ses principaux sujets de recherche portent sur le droit du travail européen et comparé et le dialogue social européen. Ces dernières années, il a recentré son travail sur l'impact de la crise économique et des mesures d'austérité sur le droit du travail.

Christophe Degryse est journaliste et auteur d'ouvrages consacrés à l'Union européenne. Après avoir longtemps collaboré à l'Observatoire social européen (OSE), il travaille désormais comme chercheur senior et assistant du Directeur général à l'Institut syndical européen (ETUI). Ses principaux centres d'intérêt sont le dialogue social européen, interprofessionnel et sectoriel, ainsi que l'analyse politique des questions de gouvernance économique. Il est titulaire du cours « Cadre européen

et international de la décision » à la Haute École Louvain en Hainaut (HELHA).

Ferdinand Fichtner est directeur du département de prévision et de politique économique du DIW à Berlin. Il est détenteur d'un doctorat de l'Université de Cologne, qui a porté sur les effets de l'intégration monétaire sur la prospérité économique. Avant de rejoindre le DIW en avril 2010, il a travaillé à la division Développements externes de la Banque centrale européenne. Au DIW, il gère les exercices de simulation économique et les activités de conseils en matière de politique macroéconomique. Il est un des principaux experts allemands sur le sujet et apparaît régulièrement dans les médias nationaux et internationaux, tout en entretenant des liens étroits avec les décideurs politiques allemands et européens.

Dalila Ghailani, juriste, est chargée de recherches à l'Observatoire social européen (OSE). Ses principaux domaines d'analyse sont l'emploi, l'inclusion sociale, l'égalité de traitement selon le genre et la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. Elle a participé à différents projets européens, dont NEUJOBS, ECAB et RECOWE.

Anton Hemerijck est professeur d'analyse des politiques institutionnelles à l'Université libre d'Amsterdam. Il a été directeur du Conseil néerlandais de politique publique de 2001 à 2009. À cette même époque, il occupait la chaire de politique sociale européenne comparée à l'Université Erasme de Rotterdam. Par la suite, il est devenu Doyen de la Faculté des sciences sociales et Vice-recteur de l'Université libre d'Amsterdam. En 2013, il a été désigné pour occuper la Centennial Chair à la London School of Economics (LSE). Parmi ses principales publications, figurent « A Dutch Miracle » avec Jelle Visser (Amsterdam University Press, 1997), « Why We Need a New Welfare State » avec Gøsta Esping Andersen, Duncan Gallie et John Myles (Oxford University Press, 2002) et « Changing Welfare States » (Oxford University Press, 2013).

Maria Jepsen est détentrice d'un doctorat en économie de l'Université libre de Bruxelles. Elle est actuellement directrice du département de recherche de l'Institut syndical européen (ETUI) et chargée de cours en économie du travail à l'ULB. Ses recherches portent principalement sur les études de genre et les études comparées de l'impact des États-providence sur l'offre de travail, les salaires et les conditions de travail. Ces dernières années, elle s'est également concentrée sur la construction

et l'évolution des politiques sociales au niveau européen, et sur ses interactions avec les spécificités nationales.

Carole Lang est une juriste spécialisée en droit social européen. Elle a obtenu une maîtrise en droit social à l'Université de Strasbourg (France). En 2013, elle a accompli un stage à l'Institut syndical européen au cours duquel elle a travaillé sur les questions liées au temps de travail et aux formes d'emploi atypique pendant la crise.

John Morley a travaillé sur les politiques économiques, sociales et d'emploi en tant que fonctionnaire européen, conseiller économique auprès du gouvernement britannique, maître de conférence en économie et statistiques et expert indépendant. À la Commission européenne, il a collaboré à l'élaboration du Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi de Jacques Delors, ainsi que, par la suite, de la stratégie de Lisbonne. Il y a également lancé les Rapports sur l'emploi en Europe, les événements de la Semaine de l'emploi, le programme LEDA en matière de développement local et les réseaux MISEP, SYSDM, ERGO et ELISE. Il a été professeur à l'Université de Nottingham (2004-2011) et a enseigné à l'Université de Duke et ailleurs.

David Natali est professeur associé à l'Université de Bologne-Forli et chercheur à l'Observatoire social européen (OSE). Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Institut universitaire européen (IUE) de Florence. Il a été impliqué dans plusieurs projets européens intégrés et réseaux d'excellence financés par les programmes-cadres de l'UE (NEWGOV, INTUNE, RECOWE, NEUJOBS). Ses recherches portent principalement sur l'analyse comparée des réformes de la protection sociale et de la politique sociale de l'UE. Il est aussi professeur dans le programme du doctorat de l'École Normale Supérieure (SNS) de Pise.

Ramón Peña-Casas est sociologue de formation. Il a rejoint l'équipe de l'OSE en 2000. Ses domaines de compétences concernent principalement le suivi et l'analyse des questions économiques et sociales dans le cadre européen, notamment sous un angle empirique. Ceci implique l'analyse des relations complexes entre travail, protection sociale et inclusion sociale, et leur interprétation spécifique dans le cadre des divers processus de coopération politique en œuvre au sein de l'UE, tels que les méthodes ouvertes de coordination sur l'emploi, l'inclusion sociale ou la protection sociale.

Philippe Pochet, politologue, est Directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI). Chargé d'enseignement à l'Université catholique de Louvain (UCL) et à l'Université Saint-Louis, ses principaux domaines d'analyse sont l'intégration monétaire européenne, la dimension sociale et les politiques de l'emploi.

Isabelle Schömann a rejoint l'Institut syndical européen en 2002 en tant que juriste spécialisée en droit du travail. Elle y coordonne NETLEX, le réseau de juristes du travail de la CES, ainsi que le Réseau transnational d'experts en droits syndicaux (TTUR) (<http://www.etui.org/Networks/The-Transnational-Trade-Union-Rights-Experts-Network-TTUR>). Devenue chercheuse senior en 2005, elle se consacre au droit du travail européen, au droit social comparé et à la gouvernance des entreprises. Diplômée (DEA) en droit social et du travail et en droit du travail européen à l'Université Paris I, Panthéon-Sorbonne en 1994, elle a été chercheuse associée au département Emploi et politiques du marché du travail du professeur Günther Schmid au sein du Centre de recherches en sciences sociales de Berlin (WZB) de 1994 à 2002.

Frank Vandembroucke a étudié l'économie à Leuven et Cambridge et est détenteur d'un doctorat de l'Université d'Oxford. Il a été ministre en charge de la Sécurité sociale, de l'Assurance maladie, des Retraites et de l'Emploi au gouvernement fédéral belge (1999-2004) et ministre de l'Éducation et de l'Emploi au gouvernement régional flamand (2004-2009). Il est désormais professeur à plein temps à la KU Leuven. Il enseigne également à l'Université d'Anvers (UA) où il occupe la chaire Herman Deleeck, et à l'Université d'Amsterdam (UvA) où il occupe la chaire Joop den Uyl. Ses recherches portent sur l'impact de l'UE sur l'évolution des politiques sociales et d'emploi parmi les membres de l'UE.

Bart Vanhercke, détenteur d'une maîtrise en sociologie, est directeur à l'Observateur social européen (OSE). Il a été nommé professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'Université Saint-Louis (FUSL). Il termine également un doctorat à l'Université d'Amsterdam (Institut amstellodamois pour la recherche en sciences sociales – AISSR) portant sur les « Durs enjeux de la coordination souple des politiques ». Ses recherches et publications actuelles se concentrent sur la dimension sociale de la nouvelle gouvernance économique européenne, sujet sur lequel il travaille également comme membre associé au Centre de recherches sociologiques (CESO) de l'Université de Leuven.